

Julien teil : julienliste@hotmail.com

- ONG et influences affairistes et politico-industrielles - - L'exemple de Care -

NB : cet article s'inspire en partie de l'article « Jean Guyot ou comment faire l'Europe avec la banque Lazard » publié le 05 Juillet 2008 sur le blog « Donde Vamos »

1. Genèse

CARE International est une association humanitaire fondée en 1945 aux États-Unis, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, dans le cadre du Plan Marshall [1]. L'association a commencé ses actions en envoyant des ravitaillements de nourriture, médicaments, et autres denrées nécessaires à une Europe déchirée par la guerre. Les premiers vingt mille paquets ont été envoyés au port du Havre le 11 mai 1946. La même année, plusieurs millions de familles, écoles et hôpitaux ont bénéficié de ces colis. *CARE France* est l'une des 12 antennes nationales de l'association humanitaire *CARE International* et a été fondée, entre autres, par le banquier Jean Guyot et l'avocat Jean Lisbonne.[2]

2. Care au sein de la construction Européenne et du Plan Marshall

Il est important de noter que *C.A.R.E* signifie « *Cooperarive for American Relief Everywhere* » [3]. Cet intitulé serait-il l'expression d'un occulte versant du Plan Marshall qui aurait participé à l'ingérence des Etats-Unis dans l'administration des pays d'Europe occidentale, dont la France ? Les Etats-Unis, alors engagés dans la guerre froide face à l'empire soviétique, misent sur les pays héritiers de la victoire face au nazisme pour former un mur à l'est. Mais cette Europe se doit également de porter les valeurs américaines à la fois conservatrices et libérales afin de devenir un allié inconditionnel des Etats-unis.

Ainsi, de multiples pans du pouvoir politique, syndicaliste, militaire et économique sont noyautés par Washington. C'est d'abord par les *stay behinds*, cellules vouées à anticiper et contrer les actions des partis communistes d'Europe, que les Etats-Unis et leur organe la C.I.A, activent ce noyautage [4]. Il est également décidé de créer l'*ACUE (American Comittee on United Europe)*, mis en place par Allen Dulles (premier directeur civil de la C.I.A de 1953 à 1961) et qui aura pour rôle de financer les *bonnes oeuvres* des élites américaines [5]. Dans chaque pays européen s'active une frange du pouvoir politique pro-européenne. Malgré les divergences entre la droite conservatrice chrétienne et le socialisme, notamment des travaillistes, le but pré-défini d'une union des Etats européens finit par gagner la confiance de la majorité de la classe politique et du peuple. Cela se concrétise notamment grâce aux travaux du groupe *Bilderberg* [6]. Ce *think-thank* euro-atlantique a été, en particulier créé, à l'initiative de David Rockefeller, également fondateur du *Council on Foreign Relations (CFR)*. Celui-ci existe encore de nos jours et réunit secrètement et annuellement des participants issus du pouvoir politique, financier, médiatique et industriel mais aussi quelques « intellectuels », ce qui lui confère un caractère idéologique fortement marqué [7]. Côté européen, Jean Monnet qui s'est trouvé être nommé responsable du Plan Marshall, obtient logiquement une place de coordinateur pour la construction européenne. Il fonde en 1955 le « *Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe* », fondation financée par l'*ACUE* à renforts de millions de dollars par an. [8]

En bien des points, CARE semble indissociable du plan Marshall et de la construction européenne. Cette ONG porte également des indicateurs mettant en évidence l'influence des milieux bancaires et financiers pro-atlantistes. De plus, s'animait à l'époque un engouement pour ces *Etats Unis d'Europe* dont les architectes seront liés au Plan Marshall et au milieu bancaire. Pour ce qui est de CARE France, Jean Guyot illustre par conséquent les canaux qui unissent CARE au Plan Marshall. Son parcours et ses liens inextricables avec les milieux bancaires américains et pro-européens jonchent sa carrière.

3. Parcours de Jean Guyot

Jean Monnet, lorsqu'il était responsable du Plan Marshall, avait choisi Jean Guyot pour en administrer les fonds. Très introduit dans le milieu européeniste depuis le début, *via* Robert Schuman notamment (dans le cabinet duquel il est inspecteur des Finances dès 1946, avant d'être sous-directeur au Trésor), Jean Guyot s'ouvre une carrière remarquable. Cela lui a permis, *dixit* le site de sa « Fondation Hippocrène » (destinée à « renforcer la cohésion entre jeunes européens »)[9], « de financer les investissements français *via* la Commission des Investissements et de répartir l'argent du Plan Marshall, dans le cadre du Plan dont Jean Monnet était le responsable à l'époque. »[10]

Jean Guyot a donc administré les fonds du Plan Marshall en France. Ces mêmes fonds ont été utilisés pour créer l'association CARE quelques années plus tôt. Puis, des décennies plus tard, en 1983, il fondera l'association CARE France.

Vient le temps de la CECA, la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier, dont Monnet était le chef au début. Guyot s'en retrouve responsable financier. Au sujet de ce poste de financier de la CECA, le site de la Fondation Hippocrène, dans l'hommage à feu Guyot, explique :

« Il contribue à crédibiliser la première institution de l'histoire de l'Europe auprès des milieux financiers européens et américains en permettant à la Haute Autorité de la CECA de lancer des emprunts en son nom qui, à l'époque, ne signifiait que peu de chose, en particulier auprès des investisseurs américains ». [11]

« Ces opérations sont réalisées avec l'aide d'un petit nombre de financiers dont André Meyer, associé de Lazard, David Rockefeller, qui dirige la Chase Manhattan Bank, et Siegmund Warburg. ».[12]

Ainsi, Jean Guyot se rapproche un peu plus des élites bancaires et financières internationales. Les Warburg, c'est la fameuse banque allemande Warburg, actionnaire de la FED (réserve fédérale des Etats-Unis) depuis son origine [13], qui a largement contribué aux heures les plus sombres de l'Europe. Siegmund, d'après le Times "has become the most rapidly expanding merchant banker of London's City" [14], et sa banque devient vite la première banque d'affaire en Europe grâce à diverses constructions financières.

André Meyer, c'était un courtier que certains qualifieraient d'audacieux, repéré en 1924 par la famille Lazard. Une biographe de la banque a dit de Meyer qu'« aucun associé gérant n'aura autant d'emprise, autant d'influence sur les destinées de la banque et, d'une certaine manière, sur la transformation du capitalisme de part et d'autre de l'Atlantique ».

On doit à Meyer et ses acolytes de Lazard (dont Felix Rohatyn, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France nommé par Clinton, passé récemment -après bien d'autres sièges d'administrateur- à la banque Lehman Brothers de Rockefeller après avoir été le directeur de New York pour Lazard, membre du Council on Foreign Relations (CFR) de Rockefeller, européeniste et atlantiste convaincu, n'hésitant pas à chanter les louanges de l'euro tout en revenant sur la "menace soviétique" [15], Michel David Weil, Bruno Roger et Antoine Bernheim) la mise sur pied de multinationales comme LVMH, Danone ou Cap Gemini. Cela va sans dire, on retrouve ces messieurs aux conseils d'administration des dites multinationales.[16]

Puis, il est recruté sur les bons conseils de Monnet en 1955 par André Meyer à la banque Lazard, où il reste jusqu'en 2005. « La CECA accroît ainsi sa présence sur les marchés financiers internationaux et Lazard reste proche de l'institution européenne, dont la direction financière est assumée par Paul Delouvrier, successeur de Jean Guyot ». Mais, pour résumer : « Plus généralement, ce dernier œuvre en permanence pour la construction d'une Europe financière ». Mais heureusement « sa carrière de financier n'occulte pas son rôle de grand commis de l'Etat ». L'endettement de l'Europe était manifestement une priorité. Endettement, faut-il le rappeler, qui a profité aux banques ayant fait crédit, comme par exemple Lazard. [17] On nous explique d'ailleurs bien comment Guyot s'y est pris :

« En tant que banquier d'affaires, il n'hésite pas à prendre part à des initiatives européennes hardies. C'est par exemple, en 1965, la première émission d'emprunts parallèles pour le compte de l'ENEL, qui avait alors des besoins de financement significatifs et était conseillée par la banque d'affaires Mediobanca avec laquelle Jean Guyot a continué à travailler pendant de nombreuses années. Le principe est de lancer un emprunt multi-tranches dans les différents pays du marché commun. Les banquiers choisis, qui incluent Lazard pour la tranche française, sont chargés de lancer simultanément leur tranche d'emprunt sur leur propre marché dans les mêmes conditions financières. Ce type d'initiatives vise à stimuler le marché européen des capitaux. En arrière-pensée était déjà la création d'une monnaie commune entre les différents pays. ».[18]

Jean Guyot, associé gérant de la banque Lazard pendant près de 50 ans, était aussi un savant financier maniant sans subtilité les OPA hostiles, comme le montre Martine Orange après une interview de Guyot et de David-Weill passés aux Etats-Unis faire « un putsh en plein Conseil d'Administration d'une boîte US ». Jean Guyot relate les faits de l'OPA menée contre la Franco-Wyoming, une petite entreprise négociatrice de pétrole entre les Etats-Unis et l'Europe le 8 avril 1963 : [19]

« Je nous revois à Grand Central, un matin de printemps. Il faisait beau. Nous étions six ou sept à prendre le train pour aller dans l'Etat du Delaware. C'est là qu'était immatriculée la Franco-Wyoming. L'assemblée générale avait lieu là-bas. Nous partions y prendre le pouvoir », se souvient Jean Guyot, gérant associé, encore ravi plus de quarante ans après par cette aventure [20].

Ainsi, cet homme au parcours éminemment reconnu au sein des élites bancaires, va se retrouver fondateur de l'ONG *Care France* en 1983.

4. Impartialité « Non ? Gouvernementale »

Sur le site internet de *Care France*, on peut lire dans la section *partenariats* :

« A l'heure du développement durable, les échanges avec les pays où sévit l'extrême pauvreté ne peuvent être envisagés qu'avec une bonne compréhension des questions du

développement » [21]

Cette phrase d'Arielle de Rothschild, présidente de *Care France* et Gérant de *Rothschild et Cie*, sous entend un échange basé sur l'impartialité, l'ONG devant ciblé en priorité les pays victimes de l'extrême pauvreté. Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de la Palestine où *Care France* dépense 20% de son budget ? [22]

Il est vrai que *Care France* mène des actions en « *territoires occupés* » et que ce pays est victime de *l'extrême pauvreté* puisque perpétuellement en conflit avec l'Etat d'Israël. Mais Arielle de Rothschild et l'ONG dont elle est présidente ne manifestent dans leur communication aucune position, comme le suggère le « *Non Gouvernementale* » des ONG. Néanmoins cela n'empêche pas *Care France* de vanter dans son rapport moral, les deux manifestations qui « *ont plus particulièrement marqué cette année* ». On y découvre la manifestation « *Ensemble PASTEUR-WEIZMANN et CARE pour la paix dans le monde* » dont l'évènement est ainsi résumé : [23]

« *Le Conseil Pasteur-Weizmann et CARE se sont associés lors d'une soirée exceptionnelle à l'Opéra de Paris, en présence et en l'honneur de Shimon Peres, Président de l'Etat d'Israël et Prix Nobel de la Paix, à l'occasion de sa visite officielle en France et sous la présidence de Simone Veil et de Lily Safra. L'entière recette a été affectée à la recherche scientifique de Pasteur Weizmann et aux programmes humanitaires de CARE* ». [24]

On peut légitimement se poser la question de la nature des actions menées en Palestine compte-tenu des liens qui semblent unir *Care et Israël*. Une contradiction éclatante, mais qui prend un peu plus de sens lorsqu'on connaît les liens entre la famille Rothschild et l'Etat d'Israël. En effet, l'un des faits déterminants dans la création de l'Etat d'Israël fut la *Déclaration de Balfour*, lettre ouverte adressée à Lord Lionel Walter Rothschild, publiée le 2 novembre 1917 par Arthur James Balfour, le ministre britannique des Affaires Étrangères, en accord avec Chaim Weizmann, alors président de la Fédération Sioniste et qui sera élu en 1948 Président de l'Etat d'Israël. [25]

5. Banques d'Affaires, ONG et Transnationales

En ce qui concerne la carrière personnelle d'Arielle de Rothschild, en beaucoup de points similaire à celle de Jean Guyot, elle donna une interview pour *BFM* lors de sa nomination à la présidence de *Care France*. On y apprend qu'elle a travaillé pour le groupe *Rohtschild*. Puis, elle déclare avoir tout récemment été banquière pour le groupe *Lazard* avec qui elle a organisé la privatisation de la banque *Sahara* en Libye (rachetée par *BNP Paribas*). Lorsque la journaliste lui demande si ses anciennes activités vont lui permettre de diriger *Care* avec facilité. Elle confirme par la phrase " *Les interlocuteurs in fine sont les mêmes*" [26]

Les banques d'affaires sont des banques de capitaux au long terme, spécialisées dans le financement d'entreprises. Y travailler permet de tisser des liens étroits avec les hauts dirigeants des transnationales, les fameux interlocuteurs. C'est sans doute pourquoi on peut lire, toujours dans la partie *partenariats* du site internet de *Care France*, quelques arguments incitant les entreprises à devenir partenaires de l'ONG.

« *Parce que CARE est une des seules ONG de développement à pouvoir accompagner aussi les entreprises sur leur Responsabilité Sociale et Environnementale .Pour l'approche globale, partenariale et participative de CARE. Pour l'approche pro entreprise constructive*

de CARE. Pour la capacité de CARE à décliner des opérations/campagnes au niveau mondial » [27]

6. Partenariats ONG-Entreprises

Les partenariats *ONG-Entreprises* sont pour beaucoup d'entre-eux des partenariats *ONG-Transnationales*. Ils sont régulièrement dénoncés, en particulier par des associations comme *Survie ou Attac* [28]. Il existe même des collectifs qui réunissent ces associations. Le collectif « *Areva ne fera pas la loi au Niger* » a récemment dénoncé un partenariat entre *Médecins du Monde, Sherpa et Areva*. [29]

Les arguments des détracteurs de ces partenariats s'argumentent autour de plusieurs questions. Il est par exemple débattu de la légitimité de se porter caution pour des transnationales dont les pratiques sont connues comme étant plus que discutables. Les transnationales, malgré tous leurs canaux de lobbies tel l'*European Roundtable (ERT)*, ont également recours aux *partenariats d'image*. Les grandes *ONG* seraient donc un passage incontournable pour toute transnationale dont l'image souffre de rapports et articles indépendants qui divulguent des éléments discréditants. Le lobby exercé par ces transnationales, anti-démocratique et parfois à la limite de la légalité [30], ne semble plus suffire : Moduler les lois du commerce international en leur faveur rendent leurs pratiques légales mais ne les rendent pas plus éthiques, ni acceptables. La force d'un partenariat avec une *ONG* reconnue semble résorber ces tares. Cela est doublement révélateur, c'est avant tout le signe que les grosses *ONG* acquièrent de plus en plus de représentativité auprès de l'opinion publique. Ce fait est en partie dû à leur publicité, leur reconnaissance auprès des institutions supranationales mais également à leur incontestable rôle dans la vie politique *via* le lobby. Initié en 1948 aux Nations Unies, le processus d'intégration croissante des *OSC* (Organismes de la Société Civile) dans les décisions politiques supranationales, accouche aujourd'hui de ce phénomène de *lobby des ONG* [31]. Dans un second temps, ces *partenariats* révèlent la complicité de certaines *ONG*. Celles-ci n'hésitent pas à accorder du crédit à des transnationales qui, depuis des décennies pour certaines, usent de pratiques criminelles dénoncées à maintes reprises.

Pour *Care*, la liste des entreprises partenaires parle d'elle même : *Orange, Sanofi-Aventis, Lafarge, EDF, Starbucks...*[32] En somme, des entreprises qui prennent part à divers lobbies au sein de l'Europe, de l'*OMS*, de l'*OMC*. *Lafarge* est un bon exemple : C'est un groupe français de matériaux de construction, leader mondial dans son secteur. Son *PDG* Bertrand Collomb, a été président du conseil des affaires pour le développement durable et finance l'*ONG WWF* à hauteur de 1 million d'euros par an [33]. On retrouve également *Lafarge* au sein de l'*European Roundtable (ERT)* en 1999, également au *CEPS (The Centre for European Policy Studies)* pour la *Commission Européenne sur le changement climatique* puis, au sein du *WBCSD (World Business Council for Sustainable Development)* aux Nations-Unies [34]. Thierry de Montbrial était membre du conseil consultatif international de *Lafarge* et du conseil d'administration de *Cap Gemini*. Ce dernier est une des seules personnalités françaises présentes chaque année au groupe *Bilderberg*. Il est également le père de l'*IFRI* (Institut Français des Relations Internationales) qu'il a fondé en 1983. Les publications de cet institut suivent en grande partie les intérêts des élites de Washington mondialistes, avec la volonté de les transposer en France: Sécurité intérieure, ingérence, etc.. [35]

Les transnationales ne semblent plus se suffire du lobby par les courants classiques. A cela vient donc s'ajouter un noyautage des institutions *via* les lobbys idéologiques et les

« clubs privés ». Cet appareil de contrôle s'accompagne des partenariats avec les ONG, qui viennent consolider leur *bonne image* auprès du public *soi disant* dans le but de se faire accompagner dans leur *responsabilité sociale et environnementale*.

8. Complexités du pouvoir et du contre-pouvoir dans la « gouvernance globale »

Les grandes ONG de solidarité internationale ayants pour rôle de trouver des remèdes aux *maux de l'humanité* ne prouvent pas véritablement leur efficacité, sinon comment expliquer les constats que l'on peut faire aujourd'hui ? Les faits relatés dans ce présent article, dévoilent une entente entre les grandes ONG et les pouvoirs financiers, politiques et industriels. En quoi seraient-elles un contre-pouvoir dans la mesure où elles collaborent avec les représentants du pouvoir ? Et surtout, quel est le prix de cette « collaboration » ?

Il convient de ne pas pointer du doigt « les ONG » de façon générale, mais une certaine élite, pour la majorité née dans des contextes particuliers. On ne peut ignorer les liens évidents qui existent entre ces grandes ONG et les milieux affairistes et industriels. De la même manière, on ne peut se permettre de nier la responsabilité des transnationales dans leur rôle de vecteur de *désordres (sociaux, économiques, environnementaux)*. Chacun trouve et trouvera son compte dans les *partenariats ONG-Entreprises*, car l'un a, et aura besoin de l'autre pour se développer dans des institutions qui prônent progressivement la « *gouvernance globale* ». Etant donnée la nature de ces collaborations et l'influence croissante des transnationales dans la vie politique; ces *partenariats* qui rendent *plus blancs que neige* représentent un danger. Ce danger concerne aussi bien ces grandes ONG que les populations qui bénéficient de leur aide. Par dessus tout, cela est un danger pour la démocratie qui s'efface au gré de l'influence des transnationales.

Care est un exemple frappant de ce qu'on peut critiquer au sein d'une ONG sur le plan de ses liens et de ses partenaires, mais il en existe d'autres. Seul le fait que cette ONG soit née dans le cadre du Plan Marshall la différencie pour certains points de ses soeurs. Mais, dans le contexte actuel où, une majorité croissante des règles internationales sont fixées par les transnationales et les milieux financiers [36], le *non-gouvernemental* se doit d'être accompagné d'un *-non-affilié aux entreprises- en particulier aux transnationales*. Sans cela, la capacité de développement d'une ONG se mesurera au risque de cautionner un système de « *gouvernance globale* » qui a pour effet de causer des désordres. Désordres qui, rappelons le, existent en premier lieu dans les pays en voie de développement, victimes de l'acharnement des transnationales dans le pillage de leurs ressources et de leurs forces [37]. Face à ces réalités, il semble incontournable pour les ONG de ne plus recourir à ce types de partenariats qui n'ont rien d'apolitiques tant les transnationales se révèlent être inséparables du pouvoir politique.

Dans le cas contraire, et comme en « rêve » Jacques Attali, un des fondateurs de AICF (*Action Internationale Contre la Faim*), aujourd'hui connue sous le nom de ACF (*Action Contre la Faim*), les ONG seront réduites à un rôle de *soutien du pouvoir* dans la « *gouvernance globale* ». Dans un discours fait aux Nations Unies en 2004, monsieur Attali a proposé douze critères auxquels les ONG devraient se soumettre pour pouvoir être reconnues auprès des institutions supranationales. Parmi ces douze critères qui découlent de douze constats, on peut trouver « *le droit au crédit, le droit au contrôle des naissances, le droit au travail etc..* »[38]. Ce que monsieur Attali n'explique pas dans ce discours c'est ce que deviendraient les ONG refusants les critères édictés : Sont elles vouées à disparaître ?

Références :

- [1] Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Care_International – consulté le 04/07/2009
- [2] Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Care_France – consulté le 04/07/2009
- [3] Thierry Pech / Marc Olivier Padis - « *Les multinationales du Coeur* »
- [4] François-Xavier Verschave - « *Noir Chirac* »
- [5] François Denord / Antoine Schwartz - *L'Europe sociale n'aura pas lieu*
- [6] Pierre et Danièle de Villemarest - *Faits chroniques interdits au public – Tome II : les secrets du Bilderberg*
- [7] Thierry Brugvin – *L'influence des lobbies sur la politique internationale – 7 Avril 2009*
- [8] François Denord / Antoine Schwartz - *L'Europe sociale n'aura pas lieu*
- [9] Site internet de la *Fondation Hippocrène* <http://www.fondation-hippocrene.fr/index.php?l=fr&m1=1&m2=1>
- [10] Site internet de la *Fondation Hippocrène* <http://www.fondation-hippocrene.fr/index.php?l=fr&m1=1&m2=2>
- [11] Site internet de la *Fondation Hippocrène* <http://www.fondation-hippocrene.fr/index.php?l=fr&m1=1&m2=2>
- [12] Site internet de la *Fondation Hippocrène* <http://www.fondation-hippocrene.fr/index.php?l=fr&m1=1&m2=2>
- [13] *Internationaler Hintergrundinformationsdienst für Politik, Wirtschaft und Wehrwesen*, juillet-août 2007.
- [14] *The Warburgs*- Time Magazine - Friday, Apr. 29, 1966
- [15] Pierre et Danièle de Villemarest - *Faits chroniques interdits au public – Tome II : les secrets du Bilderberg*
- [16] – Collectif -*Agone Europe Inc – Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale* –
- [17] Martine Orange - *Ces messieurs de Lazard*
- [18] Henry Coston – *Les financiers qui dirigent le monde*
- [19] Martine Orange - *Ces messieurs de Lazard*
- [20] Martine Orange - *Ces messieurs de Lazard*

[21] Site internet de Care France : <http://www.carefrance.org/?page=partenaires&id=42>

[22] Rapport annuel 2008 de Care France
<http://www.carefrance.org/images/Rapport%20complet%20basse%20def.pdf>

[23] Rapport annuel 2008 de Care France
<http://www.carefrance.org/images/Rapport%20complet%20basse%20def.pdf>

[24] Rapport annuel 2008 de Care France
<http://www.carefrance.org/images/Rapport%20complet%20basse%20def.pdf>

[25] Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_Balfour_de_1917

[26] Interview BFM du 13 décembre, disponible à
<http://www.touslespodcasts.com/annuaire/radio-tv/radio-nationales/164-episode254042.html>

[27] Rapport annuel 2008 de Care France
<http://www.carefrance.org/images/Rapport%20complet%20basse%20def.pdf>

[28] On trouve à ce sujet divers partenariats contestés comme celui de la compagnie fruitière avec l'Unicef <http://survie.org/L-UNICEF-ne-doit-pas-cautionner-le.html>

[29] <http://survie.org/Les-observatoires-de-sante-d-Areva.html>
<http://areva.niger.free.fr/>

[30] Thiery Brugvin – *L'influence des lobbies sur la politique internationale* – 7 Avril 2009

[31] Thibault Le Texier -http://tibo.lt.free.fr/article.php3?id_article=84-
Le Conseil économique et social des Nations unies, premier organisme international à permettre la participation des ONG, en comptait quarante et une accréditées en 1948. Elles sont près de trois mille aujourd'hui.

[32] Site internet de Care France : <http://www.carefrance.org/?page=partenaires&id=42>

[\[33\] Thiery Brugvin – L'influence des lobbies sur la politique internationale – 7 Avril 2009](#)

[\[34\] Site internet Transnationale.org](#)

[\[35\] Travaux de l'IFRI :](#)
http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/publications/travaux_et_recherches_1032185572262

[\[36\] Thiery Brugvin – L'influence des lobbies sur la politique internationale – 7 Avril 2009](#)

[\[37\] Plusieurs ouvrages publiés par diverses associations dont Survie, Les amis de la terre, Oxfam, Global Witness etc.. sont réunis dans la collection "Dossiers noirs" publiés par Agone. Notamment l'or Africain de Gilles Labarthe](#)

[\[38\] Discours de Jacques Attali à la tribune des Nations Unies, à la cloture du sommet mondial des ONG, le 10 septembre 2004. Ce discours m'a été envoyé par Monsieur Attali suite à une proposition d'interview. Il constitue donc sa réponse quant au rôle des ONG dans ce qu'il appelle "nouvel ordre mondial" ou "gouvernement mondial".](#)

